

Voici comment les familles paysannes combattent le changement climatique et la faim





Chère lectrice, cher lecteur,

Nous avons apprécié un été 2015 particulièrement chaud et ensoleillé, les baignades dans les eaux fraîches des rivières et des lacs. Mais pendant ce temps, les glaciers continuaient à fondre. Selon les estimations de glaciologues, seuls 10% du volume de glace actuel couvrira encore les sommets suisses en 2100. Le changement climatique est en marche, y compris dans notre pays.

Dans les pays en développement, le changement climatique menace déjà la vie des familles de petits paysans. La météo devient moins prévisible, la saison des pluies commence plus tôt ou plus tard que d'habitude, et les précipitations sont parfois si violentes qu'elles provoquent des inondations. Mais le manque de pluie cause tout autant de dégâts, avec, à la clé, des sécheresses inhabituelles et des cultures qui sèchent sur pied. La base même de la subsistance des paysans est menacée, voire détruite, ce qui les précipite dans la faim et la pauvreté.

Au Nicaragua, nous observons que la saison des pluies est désormais plus courte. Dans ce contexte, nous aidons des organisations paysannes à cultiver des semences avec une période de maturation réduite. Ainsi, les haricots et le maïs, qui sont les denrées alimentaires de base, peuvent être récoltés plus vite. L'agriculture écologique contribue également à la protection du climat, comme l'illustrent les exemples très convaincants décrits dans les pages de ce magazine.

Un accord international contraignant est indispensable pour limiter les conséquences du changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre. C'est pourquoi la Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques qui se tient début décembre à Paris est d'une importance cruciale. Nous, œuvres d'entraide suisses, demandons davantage de financements pour les pays pauvres, afin que ceux-ci aient au moins une chance de s'adapter au changement climatique. Nous demandons également à la Suisse de passer entièrement à un approvisionnement énergétique issu de sources renouvelables d'ici 2050.

Votre générosité, chère donatrice et cher donateur, aide les paysans pauvres à ne plus être sans défense face aux aléas climatiques.

Je vous en remercie de tout cœur !

Caroline Morel, directrice de SWISSAID

Changement climatique :

Quand les semences ne poussent plus

Des récoltes asséchées ou des champs inondés – des changements auxquels les paysans du Nicaragua doivent faire face 4

Le rôle crucial de l'agriculture

La moitié des émissions de gaz à effet de serre est due à notre système alimentaire 6

Tchad : une épargne sous forme de chèvre

Les paysannes élèvent des petits animaux, qu'elles peuvent revendre en cas de coup dur 8

Happy end à La Barra

Une communauté afro-colombienne est enfin propriétaire de ses terres 9

Creuser et piocher pour l'accès à l'eau

Un exemple de collaboration entre SWISSAID et un village lors de la construction d'un système d'eau 10

Un brocanteur au grand cœur

Christoph Hochstrasser soutient les projets de SWISSAID 15

Cadeaux de Noël

Découvrez nos idées de cadeaux à glisser sous le sapin 16



Couverture :

Les pays du Sahel ont été touchés de plein fouet par la sécheresse en 2012, tout particulièrement les femmes et les enfants. Cette femme du Niger exprime toute sa reconnaissance après avoir reçu de quoi se nourrir lors d'un projet d'aide d'urgence.

Photo : Abbie Traylor-Smith / Panos

Impressum

SWISSAID

Edité par SWISSAID,

Fondation suisse pour la coopération au développement

Bureau de Berne : Lorystrasse 6a, 3000 Berne 5, centrale téléphonique 031 350 53 53, rédaction 031 350 53 73, fax 031 351 27 83, courriel : postmaster@swissaid.ch

Antenne romande : rue de Genève 52, 1004 Lausanne, téléphone 021 620 69 70, fax 021 620 69 79, courriel : postmaster@swissaid.ch

Rédaction : Pia Wildberger, Zora Schaad, Catherine Morand, Amandine Etter, Sébastien Dutruel

Rédaction photos : Eliane Baumgartner

Traduction : cb service Lausanne.

Graphisme, mise en pages et préresse : Brandl & Schärer AG, Olten.

Impression : Stämpfli AG, Berne. Imprimé sur papier FSC.

Le Monde SWISSAID paraît au minimum quatre fois par an. Une fois par année, un montant de 5 francs est déduit des dons à titre de taxe d'abonnement, afin de pouvoir bénéficier du tarif postal réduit pour les journaux.

Compte postal : CP 30-303-5

IBAN: CH20 0900 0000 3000 0303 5

BIC/SWIFT: POFICHBEXXX

imprimé en
suisse



SWISSAID porte le label de qualité du ZEW O attribué aux institutions d'utilité publique. Il garantit une affectation désintéressée des dons, effectuée en connaissance de cause.



Ray, chargé de programme passionné, va prochainement déménager dans le sud de la Tanzanie pour être plus proche des communautés paysannes qu'il forme à l'agroécologie.

Le cœur de Ray bat pour l'agriculture écologique

Rainard Mjunguli est proche des petits producteurs du sud de la Tanzanie. Chargé de programme de SWISSAID dans cette région, il les accompagne dans leur conversion à l'agriculture bio.

Une fois qu'il est lancé, difficile de l'interrompre. Et le mot « organic » (en français « bio ») émaille chacune de ses phrases. Rainard Emmanuel Mjunguli est un fervent défenseur de l'agriculture biologique, qui repose sur les principes de l'agroécologie. « Le bio représente bien plus que quelques méthodes agricoles et une alimentation saine, explique-t-il. Pour moi, c'est une affaire de cœur. »

Ce n'est donc guère étonnant que cet agronome diplômé ait choisi de rejoindre SWISSAID. « SWISSAID prend l'agriculture écologique très au sérieux et offre aux paysans un véritable appui. » Il connaît bien les problèmes des agriculteurs, pour les avoir lui-même vécus. Fils de paysan, il parle le même langage qu'eux. Il y a quelque temps, il a pu acheter un demi-hectare de terre aux portes de la capitale Dar es Salam. Désormais, il y habite, élève de petits animaux, des poules et des canards, et prodigue à ses voisins des conseils pour cultiver leur potager selon les principes de l'agriculture écologique.

De l'empathie pour les paysans marginalisés

Le « bio » est une sorte de fil conducteur qui traverse la vie de Rainard, 47 ans, père de deux enfants de 6 et 10 ans. Après des études en Tanzanie, il obtient une bourse de 3 ans pour suivre des études supérieures en « conservation des denrées alimentaires post-récoltes » à Bruxelles. Quelques années plus tard, il se perfectionne en marketing bio pendant plusieurs mois en Suède. Pourtant, Ray, comme tout le monde l'appelle, est plus un praticien, qu'on trouve régulièrement sur le terrain, plutôt qu'un rat de bibliothèque. Son cœur bat pour tous les défavorisés. Et il y en a beaucoup : dans les zones rurales de Tanzanie, 4 personnes sur 5 vivent tant bien que mal de l'agriculture.

Le succès ne lui est pas monté à la tête. Au printemps, lorsque le responsable pays pour la Tanzanie a quitté SWISSAID, il n'a pas postulé pour lui succéder. « Je préfère me concentrer sur ce que je fais bien, déclare-t-il. Il faut connaître ses limites, et mon travail est déjà passionnant. »

Accompagner le changement

Bientôt, il prendra les rênes de l'antenne de SWISSAID à Mtwara, dans le sud du pays. Il y

« Le bio représente bien plus qu'une alimentation saine. »

dirigera les programmes d'agroécologie et aidera les paysans à se convertir au bio. Il se réjouit : « Ce sera une période enrichissante. » Mais pas de tout repos : bien que les avantages de l'agriculture écologique pour les familles paysannes soient clairement démontrés, il faudra encore faire un important travail de persuasion pour convaincre les petits producteurs de changer de méthode. « Mais il faut passer par là si l'on veut vraiment produire un changement durable. »

Quand on l'interroge sur ses objectifs, Ray explique sans hésiter les projets qu'il aimerait mettre en œuvre. Donner par exemple la possibilité à des petits producteurs d'approvisionner des hôtels en produits bio, et relever le défi de livrer les quantités convenues, d'une qualité constante. La tâche paraît titanesque. Il suffit toutefois d'entendre Ray parler du bio pour être certain d'une chose : s'il y a bien une personne qui peut y arriver, c'est lui. Bonne chance, Ray!

Pia Wildberger

Au Nicaragua, le réchauffement climatique affecte déjà les petits producteurs



Le Nicaragua fait partie des pays d'Amérique latine qui sont le plus exposés aux effets du changement climatique.

Avec l'appui de SWISSAID, les paysans développent des semences adaptées à la sécheresse, qui leur permettront à terme de compter sur des récoltes malgré le réchauffement, et échapper à la faim.

Jucuapa occidental, Nicaragua, environ 150 km au nord de Managua, la capitale. Des champs asséchés tapissent un paysage vallonné qui alterne entre le brun et le vert. Le maïs et les haricots sont à mi-hauteur. Il a plu depuis les semailles, mais pas assez. Chaque jour, les paysans attendent les gouttes salvatrices qui ne tombent pas. La rivière où les femmes font habituellement la lessive et où les hommes puisent de l'eau pour l'irrigation est réduite à un mince filet d'eau qui serpente le long des champs. « La récolte sera moins bonne, annonce d'ores et déjà la paysanne Rosalba Flores Aguilar en par-

courant les terres du regard. Mais au moins, elle ne sera pas totalement perdue. »

L'année dernière déjà, la sécheresse et la canicule ont coûté à Rosalba la moitié de sa récolte. Sa famille et elle étaient pourtant parmi les plus chanceux. D'autres se sont retrouvés sans rien. Les greniers étaient vides et les semences avaient été mangées. Le gouvernement nicaraguayen a chiffré les pertes à 80 % pour les haricots, à 60 % pour le maïs. Grâce à l'appui de généreux donateurs et donatrices en Suisse, SWISSAID a été en mesure de lancer des actions d'aide d'urgence dans les villages, pour limiter les dégâts.

Des cultures mixtes pour se protéger des maladies

L'année dernière, pendant la sécheresse, ce n'est pas uniquement la chance qui a permis à Rosalba Flores Aguilar d'éviter le pire. Car elle s'arme depuis un certain temps déjà contre les aléas climatiques. Cette paysanne de 37 ans et sa famille misent sur les cultures mixtes, la biodiversité, les systèmes d'irrigation adaptés et

Rosalba Flores Aguilar et son mari Eradio vérifient l'état de leur future récolte.

Ci-contre : Antonio Zamoura Suarez (g.) devant un grenier de semences. Les futurs semis y sont gardés hermétiquement dans des contenants en métal.

Nicaragua



l'engrais biologique fait maison. Grâce à ces mesures agroécologiques, elle est moins exposée aux caprices de la météo que si sa petite exploitation se limitait à des rangées de caféiers. Les plantes qu'elle cultive sont aussi moins souvent attaquées par les insectes nuisibles et les maladies qui, autrement, mènent la vie dure aux paysans.

A elles seules, ces mesures ne suffisent cependant pas à freiner le changement climatique. Tous les paysans de la région constatent que les périodes de sécheresse se multiplient. « Depuis plusieurs années, les températures ne cessent de croître, déclare le paysan Antonio Zamoura Suarez. Aujourd'hui, elles peuvent grimper jusqu'à 35 degrés, alors qu'elles ne dépassaient pas les 30 degrés autrefois. »

Des semences locales adaptées au réchauffement

Les plantes ne peuvent résister à de telles fluctuations de température. C'est pourquoi les familles de paysans placent tous leurs espoirs dans le renforcement de la biodiversité. Dans la région, les agriculteurs sèment des dizaines de variétés locales de maïs et de haricots, qui sont adaptées au sol et au climat, avec des spécificités diverses et variées. Ainsi, certaines ont meilleur goût ou un plus bel aspect, tandis que d'autres ont une période de maturation plus courte ou génèrent plus de rendement. En croisant ces variétés locales, on peut en créer d'autres qui s'adaptent mieux au changement climatique.

Mais les communautés paysannes ont d'abord dû répertorier ce trésor de biodiversité.

« Il peut faire jusqu'à 35 degrés aujourd'hui, contre tout juste 30 autrefois. »

Ces deux dernières années, elles ont catalogué 32 variétés locales de maïs et de haricots en fonction de leurs propriétés, ce qui est le point de départ de toute obtention réussie. En collaboration avec l'université de la région, elles ont ensuite sélectionné plusieurs espèces – 4 de haricots et 5 de maïs – qui conviennent à l'obtention de semences optimisées pour faire face au changement climatique.

La naissance de « Dor Acriollado + H-Vaina Roja »

L'un des obtenteurs a été particulièrement performant : dès 2013, il est parvenu à croiser deux variétés locales de haricots à haut rendement et résistantes à la sécheresse. La variété « Dor Acriollado + H-Vaina Roja » était née. « Il faudra cependant encore au moins 6 ans pour qu'elle se stabilise et offre sur la durée les propriétés souhaitées, explique Daniel Ott Fröhlicher, chargé de programme SWISSAID pour le Nicaragua. L'obtention est un long processus. »

C'est là que réside l'une des principales difficultés, comme le laisse entendre Rosalba dans ses propos. Grâce au projet, 1100 familles ont accès à des semences de qualité. Mais toutes ne peuvent participer à leur amélioration. « Lorsqu'un plus grand nombre de familles s'investissent, l'effet produit dans les villages est plus important et les variétés locales sont mieux ancrées au sein des communautés », nous apprend Rosalba, l'une des paysannes les plus expérimentées des environs. C'est pourquoi plus de 300 promoteurs se rendent dans les villages pour montrer concrètement aux petits paysans ce à quoi ils doivent veiller. Surtout si la prochaine récolte hivernale est de nouveau moins abondante ou de moins bonne qualité.

Fin de l'exode des hommes

Rosalba ne tarit cependant pas d'éloges : « J'ai beaucoup appris sur la culture, les nuisibles et les maladies, la biodiversité et le stockage de la récolte. » Grâce au succès des nouvelles méthodes de culture, son mari a gagné de quoi vivre sur la petite exploitation et n'a pas été obligé de partir travailler au Costa Rica. Selon Rosalba, son fils met également à profit les connaissances acquises : « Il a 17 ans maintenant et sera un jour un meilleur paysan. »

Pia Wildberger

Le changement climatique au Nicaragua

En raison de sa situation géographique, l'Amérique centrale est particulièrement exposée au changement climatique. Les ouragans et les tempêtes s'y multiplient. Entre 1970 et 2005, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) de l'ONU a identifié pour la région une hausse de 240% des catastrophes dues au climat. Le Nicaragua figure ainsi parmi les pays les plus touchés avec 25 événements dus au dérèglement climatique. Le Nicaragua est le deuxième pays le plus pauvre d'Amérique latine. Plus de la moitié de la population vit avec seulement 2 dollars par jour et l'agriculture est l'une des principales activités économiques. C'est aussi ce secteur et, à travers lui, la vie de millions de petits paysans, qui sont le plus directement affectés par le changement climatique.



VOTRE
AIDE
CONCRÈTE



100 francs

Avec ce don, vous financez par exemple au Nicaragua une formation de plusieurs jours pour 4 paysannes et paysans dans le domaine de la multiplication et de l'obtention de semences.

SWISSAID – Aider avec courage.

Le rôle crucial de l'agriculture dans le changement climatique

Comment sauver le climat? L'espoir est grand que la communauté mondiale aboutisse, lors du Sommet de l'ONU sur le climat début décembre 2015 à Paris, à un accord contraignant visant à limiter le réchauffement mondial à 2 degrés. L'agriculture joue à cet égard un rôle déterminant, pour le meilleur ou pour le pire.

Afin de produire assez de nourriture, l'agriculture devrait, dit-on, utiliser beaucoup d'engrais et continuer à s'intensifier. En outre, selon une opinion largement répandue, le méthane libéré par les vaches serait incontournable et limiterait la marge de manœuvre du secteur agricole en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Mais ces affirmations sont-elles correctes ?

Absolument pas! Bien au contraire: l'agriculture et l'alimentation en général disposent d'un immense potentiel pour sauver le climat. Car ce sont elles qui causent près de la moitié des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pour saisir les opportunités, il faudrait cependant un changement de paradigme en faveur de l'agriculture agroécologique. Par rapport aux méthodes traditionnelles, celle-ci permet en effet de réduire considérablement les émissions ainsi que de séquestrer les gaz dans les sols riches en matière organique et dans la végétation.

L'agroécologie? Un bénéfice pour le Nord comme pour le Sud

L'agroécologie améliore également les conditions de vie, notamment celles des familles de paysans dans les pays en développement et émergents. Grâce aux méthodes et aux principes agroécologiques, celles-ci parviennent à préserver la fertilité de leurs champs et à obtenir des revenus suffisants pour pouvoir vivre du travail de la terre. Des ressources comme l'eau

ou le sol sont en outre utilisées de manière plus durable. Ce n'est pas un hasard si 2015, «Année internationale des sols», a vu fleurir des publications exposant l'importance des sols pour le système climatique mondial. Le Ministre français de l'agriculture Stéphane Le Foll a même lancé, dans la perspective du Sommet sur le climat, le programme de recherche «4 pour 1000». Des chercheurs ont été chargés d'améliorer les pratiques agroécologiques qui favorisent l'obtention de sols fertiles et riches en matière organique. Une augmentation des stocks de matière organique des sols de 4 pour 1000 par an suffirait en effet à compenser l'ensemble des émissions de gaz à effet de serre de la planète sur la même période.

Nos habitudes alimentaires plombent le climat

L'agriculture peut cependant aussi avoir des effets désastreux. Ainsi, une surexploitation des sols causée par une agriculture trop intensive peut amplifier le changement climatique.

La bonne nouvelle est que nous pouvons réellement avoir une influence par le biais de nos habitudes alimentaires. Car environ la moitié de toutes les émissions de gaz à effet de serre sont liées à la production des aliments (voir graphique). L'agroécologie joue donc un rôle essentiel. Non seulement parce qu'elle permet un stockage plus important de CO₂ dans le sol et la végétation, mais aussi parce que l'éco-

Comment le système alimentaire mondial contribue au changement climatique

Emissions de gaz à effet de serre non liées à l'alimentation :
43–56%

Gaspillage : 3–4%

Entre les champs et nos assiettes, jusqu'à la moitié des aliments produits industriellement finissent à la poubelle. Souvent, ces déchets pourrissent ensuite dans des décharges à ciel ouvert. A l'échelle planétaire, 3,5 à 4,5% des émissions de gaz à effet de serre sont générées par les déchets, dont 90% proviennent de la filière alimentaire mondiale.

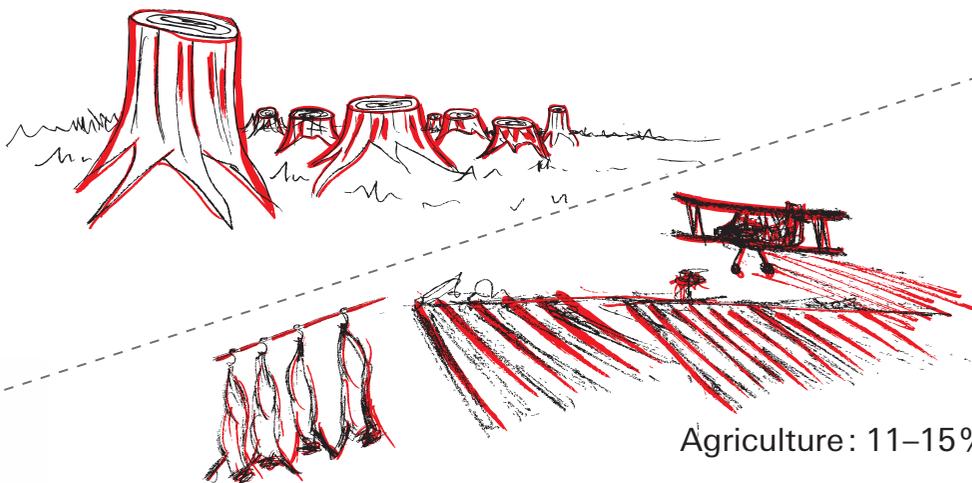
nomie en circuit fermé remplace les engrais et les pesticides chimiques traditionnellement utilisés, dont la production engloutit d'énormes quantités d'énergie et de matières premières.

Le «budget émissions» de l'agriculture comprend en outre le méthane provenant des pets et des rots des vaches. Le problème n'est pas la bête en elle-même. En tant que ruminant, elle fait partie d'un cycle agroécologique vertueux: en assimilant l'herbe, elle introduit dans le système l'énergie et les nutriments correspondants sous forme d'engrais. Le problème réside plutôt dans l'élevage intensif qui ne fonctionne que si les animaux sont engraisés à grands renforts d'aliments concentrés, généralement du soja poussant sur des surfaces de forêts défrichées.



Déforestation : 15–18%

Avant les paysans, il y a les bulldozers et les bûcherons : dans le monde entier, l'agriculture gagne du terrain sur les savanes, les zones humides et les forêts, labourant au passage d'immenses surfaces de terre. Selon la FAO, 70% à 90% de la déforestation mondiale est due à l'agriculture et au moins la moitié des champs servent à cultiver un petit nombre de produits d'exportation.



Agriculture : 11–15%

La majeure partie des émissions provient de l'utilisation de composés industriels comme les engrais chimiques ou le diesel pour les tracteurs et les systèmes d'irrigation. Font aussi partie de cette catégorie les émissions de méthane et l'excédent de fumier issus de l'élevage intensif de bétail.

Transport : 5–6%

L'industrie alimentaire peut être comparée à une agence de voyages. Des aliments pour animaux poussent, par exemple, en Argentine, puis sont donnés à des poules au Chili, lesquelles sont ensuite transportées en Chine pour transformation avant de finir dans des cartons de McDonald's aux Etats-Unis. Nombre d'aliments fabriqués industriellement parcourent des milliers de kilomètres avant d'atterrir dans nos assiettes.

Transformation et conditionnement : 8–10%

Dans la chaîne de production alimentaire, l'étape suivante, très rentable, est la transformation des aliments en plats préparés, en snacks et en boissons. Cette phase consomme beaucoup d'énergie, tout comme le conditionnement. S'ils permettent d'empiler les aliments et de les proposer dans les rayons des magasins, ces deux processus émettent également beaucoup de gaz à effet de serre.

Congélation et vente au détail : 2–4%

La congélation est au cœur de toute chaîne de supermarché et de fast-food moderne. Dès que des aliments produits industriellement entrent en scène, les systèmes de refroidissement ne sont pas loin. 15% de la consommation mondiale d'électricité sert à la réfrigération. Notez que les systèmes non étanches émettent directement des gaz à effet de serre.



Les bœufs atterrissent un jour ou l'autre dans nos assiettes sous forme de steak ou de filet. Et c'est là le cœur du problème. En consommant de la viande de façon mesurée, c'est-à-dire pas plus de trois fois par semaine, nous pouvons réduire nettement les émissions de gaz à effet de serre. Si nous ajoutons ensuite à notre régime alimentaire des produits frais, locaux et de saison et que nous gérons le contenu de notre réfrigérateur de manière à éviter le gaspillage, nous devenons tous partie intégrante de la solution.

Fabio Leippert

Pour en savoir plus sur l'agroécologie :
www.swissaid.ch/fr/souverainete_alimentaire

Critique à l'égard de la position de la Suisse à Paris

L'Alliance climatique, qui réunit quelque 60 organisations suisses (dont SWISSAID), critique vivement l'engagement de réduction des émissions pris par la Suisse en vue de la Conférence sur le climat. En effet, notre pays ne vise sur son territoire qu'une réduction de 30% d'ici à 2030. Ainsi, à partir de 2020, la Suisse n'abaissera plus ses émissions que de 1% par an. Aujourd'hui, la diminution est de 2%, alors que 3% seraient nécessaires pour une politique climatique compatible avec la volonté de limiter l'augmentation des tempé-

ratures à 2 degrés. Les objectifs helvétiques sont donc nettement inférieurs à ceux de l'Union européenne et même des Etats-Unis. Par ailleurs, la Suisse se dérobe concernant la question cruciale du financement international. Les coûts engendrés par la lutte contre le changement climatique et l'adaptation à celui-ci sont considérables, surtout dans les pays en développement. Si elle prend au sérieux les objectifs de réduction de la pauvreté définis par l'ONU, la Suisse devra apporter sa contribution. *FL*

Une épargne sous forme de chèvre

Grâce à leur cours de compostage, des femmes paysannes dans le sud du Tchad ont amélioré leurs récoltes. Et se sont ainsi constitués une épargne pour faire face aux situations d'urgence.

Le travail dans les champs est difficile. Les arachides cultivées par Alice Yadang doivent être récoltées à la main et décortiquées avant d'être vendues, une tâche longue et fastidieuse. Les femmes du village s'aident les unes les autres, car l'union fait la force. Il y a quelques années, lors d'une séance commune de décorticage, dix femmes ont eu l'idée de rejoindre une plus grande association afin de pouvoir compter sur un appui et des formations. Aussitôt dit, aussitôt fait. Depuis, leur situation n'a cessé de s'améliorer.

Alice Yadang a suivi un cours de compostage et s'enthousiasme lorsqu'elle évoque tout ce que cela lui a apporté : « Autrefois, je récoltais cinq sacs de maïs sur un demi-hectare. Aujourd'hui, grâce au compost, j'en obtiens sept. » Ses enfants l'aident énormément lorsqu'il faut l'épandre dans son champ. Heureusement aussi qu'Alice, 36 ans, n'a plus à transporter la récolte sur sa tête jusque chez elle ou au marché. Une simple charrette a considérablement simplifié la vie des membres du groupement de femmes.

Deux repas par jour

Pendant les mois d'été, lorsque les réserves sont épuisées, de nombreuses familles souffrent de la

Tchad



Ce groupe de femmes a pris son destin en main et obtient des résultats impressionnants, malgré des conditions difficiles.

faim. Au Tchad, pays sahélien, un tiers de la population est chroniquement sous-alimenté. « Autrefois, avant la récolte suivante, nous ne prenions qu'un seul petit repas par jour, parfois rien », se souvient Alice Yadang. Mais tout cela appartient au passé depuis qu'un microcrédit lui a permis de lancer un commerce. « Mon mari, mes enfants et moi mangeons toute l'année deux repas par jour », annonce-t-elle fièrement. Et les enfants vont à l'école.

L'époux d'Alice soutient désormais le groupe de femmes, mais il n'en a pas toujours été ainsi. Dans un premier temps, il avait vu d'un mauvais œil sa femme se rendre sans lui à des réunions, ce qui avait provoqué des disputes. Mais depuis qu'il a réalisé à quel point le cours de compostage et les microcrédits bénéficient à toute la famille, il s'est excusé, et sa femme n'est plus freinée dans ses activités.

Des chèvres comme matelas financier

Aujourd'hui, Alice et les autres femmes du groupe sont mieux armées contre les imprévus, les maladies ou les aléas climatiques. Elles sont



d'avantage prises en considération au sein de la communauté et ont pris confiance en elles. Certaines ont même pu se constituer un petit « matelas financier » qui leur permet de faire face à des situations d'urgence. « Pour payer le médecin ou les frais scolaires, je peux désormais vendre une chèvre », explique l'une des femmes.

*Jean Laoukolé,
chargé de programme au Tchad*

VOTRE AIDE CONCRÈTE



100 francs

Cette somme permet, par exemple, de financer une formation à une femme du Tchad pour gérer une petite boutique d'alimentation. Le capital de départ est également mis à sa disposition. Avec le complément de revenus, elle pourra payer les frais de scolarité et deux repas quotidiens, ou se constituer une épargne pour les urgences.

SWISSAID – Aider avec courage.



Explosion de joie à La Barra

Sans terre, pas d'avenir. Ces quelques mots résument bien le combat de nombreux petits paysans. Comme celui qu'a mené un village de Colombie, sur la côte Pacifique. Un combat qui a porté ses fruits.

Sur la plage de sable de La Barra, les palmiers ondulent au vent. Ici, au bord de la côte Pacifique, on aperçoit parfois des dauphins et des baleines en été. Quelques mètres plus loin, vers l'intérieur des terres, des lagons d'eau douce invitent à la baignade. «Un vrai paradis», vante la communauté afro-colombienne locale dans une petite brochure. Ces dernières années, les paysans du village ont aménagé plusieurs hébergements rudimentaires et une aire de camping, une offre qui attire des visiteurs de Bogotá et de Cali.

Seulement, les touristes auraient pu être les seuls à apprécier ce coin de nature préservée. L'administration régionale aurait pu sans problème vendre la promenade du bord de mer à

un investisseur étranger. En effet, la communauté de La Barra n'avait pas encore obtenu de titre de propriété. Pourtant, il est avéré qu'elle exploite ces terres depuis des générations. En droit colombien, la situation est on ne peut plus claire : les villageois sont propriétaires.

Les habitants ont lutté durant plus d'une décennie pour obtenir le titre de propriété officiel de leur terre. Mais les procédures administratives ont été longues. Les habitants ont même fêté trop rapidement une réponse positive, avant que leur demande ne soit rejetée, sans aucun motif. Finalement, la communauté de La Barra a lancé une pétition, avec l'aide de SWISSAID, pour faire valoir ses droits. Pétition qui a circulé dans le monde entier et qui a servi de déclencheur.

En juillet 2015, le rêve des 464 habitants de La Barra devient réalité : ils reçoivent enfin le certificat de propriété tant désiré. Le petit bout de terre compris entre une plage paradisiaque et un large croissant de mangroves, occupé par un chapelet de petites maisons en bois revient enfin à ses vrais propriétaires. *Zora Schaad*

COOP et Migros retirent les produits contenant du glyphosate

Dans un rapport publié au printemps 2015, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) indique que le glyphosate, le désherbant le plus utilisé au monde, est probablement cancérigène. Cet herbicide est employé depuis longtemps en Suisse, et figure dans la composition d'une septantaine de produits, parmi lesquels le «Roundup» de Monsanto et le «Touch-down» de Syngenta. Les grands distributeurs comme Coop et Migros ont vite réagi et immédiatement retiré de leurs rayons tous les produits contenant du glyphosate. Syngenta avait déjà annoncé auparavant son intention de réduire la vente de glyphosate – non pas en raison des dangers que ce produit présenterait pour la santé, mais en raison de marges trop faibles.

Malgré l'avertissement de l'OMS, le Conseil fédéral ne voit aucune nécessité d'intervenir et ne veut pas pour l'instant interdire le produit controversé. L'Union européenne non plus puisqu'elle a, début octobre, prolongé son autorisation d'utilisation jusqu'au milieu de l'année 2016. Ce produit détruit pratiquement tous les types de plantes. La substance est utilisée avant les semis et après la récolte, mais aussi sur des plantes utiles transgéniques comme le soja ou le maïs qui sont résistantes à l'herbicide. *LK*

VOTRE AIDE CONCRÈTE



50 francs

Avec cette somme, vous financez par exemple 20 pousses d'orangers en Colombie. Les familles de petits paysans peuvent récolter leurs premiers fruits peu après avoir planté les arbustes, puisque ceux-ci poussent rapidement. De plus, leurs racines permettent de lutter contre l'érosion. Un point important en agriculture écologique.

SWISSAID – Aider avec courage.



Des villageois construisent eux-mêmes leur système d'alimentation en eau

Des tuyaux de plusieurs kilomètres, du travail et de l'argent : voilà ce qu'il faut pour permettre à 434 familles de paysans vivant à 2900 mètres d'altitude d'accéder à l'eau potable.

A San Jorge, communauté des Andes équatoriennes, le progrès est arrivé il y a 30 ans. A l'époque, les paysans avaient construit un système d'alimentation en eau potable. Un fontainier veillait au bon fonctionnement et réparait ce qui devait l'être, tandis que la personne chargée de collecter la contribution financière de chacun poursuivait les mauvais payeurs. Mais aujourd'hui, l'eau ne coule presque plus, d'où le peu d'empressement des 430 foyers à s'acquitter de la redevance mensuelle de 2 dollars. D'autant qu'à San Jorge – village perché à 2900 mètres d'altitude au milieu d'un paysage sauvage et montagneux – 9 habitants sur 10 vivent dans la pauvreté, selon les statistiques nationales.

SWISSAID mène dans la région un projet destiné à promouvoir l'agriculture basée sur des principes agroécologiques. Il était donc naturel qu'elle aide les paysans à reconstruire leur système d'adduction d'eau. L'équipe chargée de l'eau au bureau de SWISSAID en Equateur a pu s'inspirer d'un scénario qui a maintes fois fait ses preuves lors de l'installation de tels systèmes.

Un processus en plusieurs étapes

En Equateur, le processus de construction d'une alimentation en eau est assez complexe, y compris sur le plan juridique, ce qui contribue aussi à en assurer la pérennité. A San Jorge, certaines étapes ont toutefois pu être ignorées. En effet, un comité d'eau efficace existait déjà avant la construction du nouveau système d'adduction, et les autorisations ainsi que les concessions nécessaires à l'exploitation des quatre sources avaient déjà été obtenues.

Au cours d'une première phase, le comité s'est réuni au printemps avec les usagers et a reporté sur une carte le futur tracé de la conduite, les réservoirs et les maisons des consommateurs. Pour cette étape, certaines communautés sont accompagnées sur les plans technique et organisationnel par un spécialiste de SWISSAID.

Lorsque les objectifs font l'unanimité, un ingénieur hydraulicien se rend sur le terrain en compagnie des responsables. Il peut alors dessiner les plans et établir un devis. Dans le même temps, une analyse chimique et bactériologique de l'eau est réalisée.

Les villageois payent la moitié

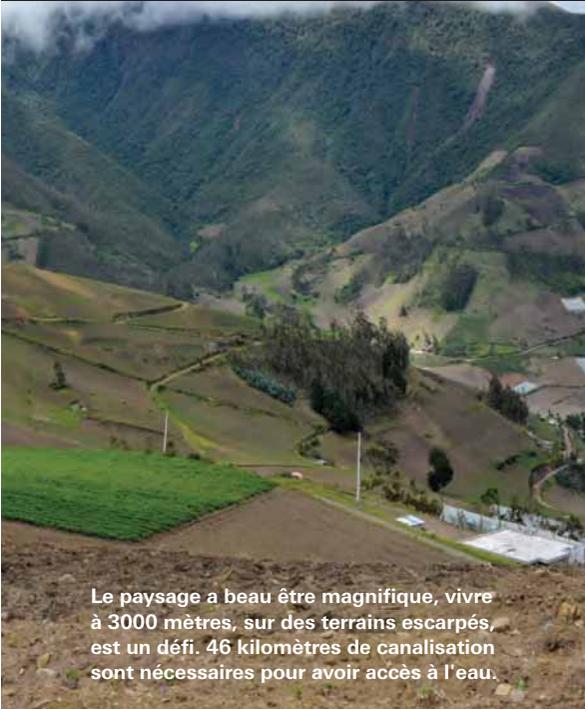
Lors d'une assemblée, l'ingénieur présente alors aux usagers le projet fini et le calcul des coûts. Il fournit à la population un relevé détail-

lé de la contribution attendue, aussi bien sur le plan financier qu'en termes de travail. Une fois que les partenaires sont d'accord, le comité réunit la somme demandée et la transfère sur un compte bancaire. Les véritables travaux peuvent alors commencer. A San Jorge, l'ingénieur a informé les membres de la communauté le 24 juillet. A peine trois semaines plus tard, les fonds se trouvaient sur le compte.

Les projets d'approvisionnement en eau sont toujours associés à des conditions claires, exposées avec précision dès le début : SWISSAID apporte l'expertise technique et organisation-

Equateur





Le paysage a beau être magnifique, vivre à 3000 mètres, sur des terrains escarpés, est un défi. 46 kilomètres de canalisation sont nécessaires pour avoir accès à l'eau.



« Ce dispositif me permet de récolter l'eau de pluie », témoigne la retraitée Rosa Guilla. Mais cela ne suffit pas. Elle attend donc avec impatience la construction du système d'eau.

nelle et supporte 90% des coûts engendrés par l'achat de tuyaux, d'armatures et d'autres accessoires. La communauté prend à sa charge les 10% restants en espèces et met gratuitement à disposition les autres matériaux nécessaires ainsi que la main-d'œuvre.

A San Jorge, les coûts se montent au total à 210 000 dollars. SWISSAID en verse 105 000, la communauté 11 700. Mais si l'on inclut les matériaux locaux et le travail, San Jorge contribue également à hauteur de 105 000 dollars.

46 kilomètres et 8 réservoirs à flanc de montagne

Comment se fait-il qu'un village puisse fournir une telle contribution? Cet exploit est dû à la «minga», une forme de travail communautaire pratiquée par les Incas et reprise par les colonisateurs espagnols. Aujourd'hui considérée comme un instrument d'entraide, celle-ci demeure une tradition toujours vivante dans les campagnes.

Dès le mois de septembre, les hommes et les femmes de San Jorge se sont munis de pelles et de pioches pour commencer à creuser les premières tranchées destinées à accueillir les canalisations. Leur projet est ambitieux: le réseau de distribution s'étend sur 46 kilomètres. S'ajoute à cela un tuyau long de 2,5 km reliant la zone de captage de l'eau au principal réservoir

de distribution. Par ailleurs, les fondements de huit réservoirs doivent être réalisés. L'installation du tuyau est complexe sur le plan technique, car elle se fait sur un terrain très escarpé.

Quel prix pour l'eau?

Tandis que certains se mettent au travail, le comité discute de la tarification. Dans l'ancien système, la consommation d'eau n'était pas mesurable. Les gens n'étaient donc guère encouragés à faire un usage parcimonieux du précieux liquide. Désormais, toutes les maisons seront équipées d'un compteur. Comme auparavant, le forfait de base sera de 2 dollars. Mais au-delà, chaque mètre cube sera facturé 1 dollar. En fixant une consommation de base, le comité veut s'assurer que les plus démunis ne seront pas laissés-pour-compte.

Car les personnes très pauvres sont nombreuses à San Jorge. Parmi elles figurent notamment les retraités qui, il y a 30 ans, ont construit le premier système d'alimentation en eau de la commune. Chaque mois, ceux-ci ne perçoivent que 50 dollars, ce qui ne suffit pas pour vivre, même en Equateur.

Pas d'immigration économique à San Jorge

Les familles de San Jorge vivent de l'agriculture, essentiellement de la culture du maïs.

Heureusement, celui-ci est de très bonne qualité et peut donc être récolté avant maturité afin d'être transformé en «choclo», un aliment très prisé dans les villes. C'est pourquoi la migration économique est faible au village: on y croise de nombreux hommes et femmes en âge de travailler. Le nouveau système d'alimentation en eau aidera à faire de San Jorge un lieu encore plus agréable dont les habitants ne voudront plus partir.

Rudolf Fischer

**VOTRE
AIDE
CONCRÈTE**



243 francs

Avec cette somme, vous couvrez, par exemple, les coûts liés aux travaux de raccordement d'un foyer au système d'adduction d'eau potable, en **Equateur**. Toute une famille aura ainsi accès au précieux liquide.

SWISSAID – Aider avec courage.

« Aliments équitables » et « Souveraineté alimentaire » :

Votre signature compte pour une agriculture écologique pour tous

SWISSAID soutient deux initiatives – l'initiative pour des aliments équitables et l'initiative pour la souveraineté alimentaire – dont les objectifs rejoignent notre engagement pour une agriculture écologiquement et socialement durable, en Suisse comme à l'étranger.



Ces deux initiatives complexes, lancées par Les Verts et par le syndicat agricole Uniterre, proposent des chemins pour aller vers un commerce équitable des denrées alimentaires et une agriculture écologique. De plus, elles contribuent à une discussion plus large sur l'avenir de notre agriculture et sur la dimension internationale de notre comportement de consommation. C'est pourquoi SWISSAID soutient ces deux initiatives.

L'initiative des Verts pour des aliments équitables

L'initiative des Verts pour des aliments équitables demande que les denrées alimentaires proviennent d'une agriculture proche de la nature et respectueuse de l'environnement et des animaux et qu'elles soient produites dans des conditions de travail équitables. Par conséquent, elle demande à la Confédération d'introduire des standards écologiques et sociaux clairs pour les denrées alimentaires importées.

Qu'entend-on concrètement par « aliments équitables » ?

Les standards de production en vigueur en Suisse devraient désormais s'appliquer également aux denrées alimentaires importées. De cette manière, les petites exploitations agricoles proches de la nature et respectueuses de l'environnement ainsi que le commerce équitable seraient renforcés. En effet, 50% des denrées alimentaires consommées en Suisse sont importées, dont 20% depuis des pays en développement. Grâce aux tarifs douaniers, les denrées alimentaires issues d'une production durable et du commerce équitable devraient obtenir des avantages concurrentiels par rapport aux denrées alimentaires produites en masse dans les plantations et les fabriques d'animaux. Ainsi, la consommation suisse encouragerait une production plus sociale et écologique à l'étranger. Toutefois, SWISSAID demande que lors de la mise en œuvre de cette initiative, les paysannes et paysans des pays en développement soient soutenus dans leur reconversion vers des méthodes de production durables.

La récolte de signatures se poursuit encore jusqu'à fin novembre 2015. Selon les informations du secrétariat des Verts, l'initiative est en bonne voie pour atteindre les 100 000 signatures valables nécessaires.

« Pour la souveraineté alimentaire – l'agriculture nous concerne toutes et tous » d'Uniterre

L'initiative « Pour la souveraineté alimentaire – l'agriculture nous concerne toutes et tous » a été lancée par le syndicat agricole suisse Uniterre. Elle demande l'application conséquente

initiative
www.souverainete-alimentaire.ch

POUR LA SOUVERAINÉTÉ ALIMENTAIRE

L'AGRICULTURE NOUS CONCERNE TOUTES ET TOUS.

Définition :
La souveraineté alimentaire est le droit des populations à définir leur politique agricole et alimentaire. Elle a été définie en 1996 par la Via Campesina (200 mio. de familles paysannes).

Vision :
> Pouvoir décider souverainement de ce que nous souhaitons retrouver dans nos champs, nos magasins et nos assiettes.

Observations :
> La responsabilité de notre alimentation a été transférée au secteur privé qui privilégie ses intérêts commerciaux à court terme plutôt que les intérêts publics.
> La nature est de plus en plus privatisée et notre « choix » de plus en plus standardisé.
> Nos normes sanitaires et alimentaires sont largement influencées par la conclusion d'accords commerciaux multi- ou bilatéraux qui ne tiennent pas compte des ressources et des besoins locaux.

en Suisse du principe de souveraineté alimentaire, tel que compris par le mouvement « La Via Campesina ».

Que signifie concrètement l'initiative pour la souveraineté alimentaire ?

Elle demande une réorientation complète de la politique agricole de la Suisse, qui mette davantage l'accent sur une production (agro)écologique, sociale et diversifiée en Suisse, orientée vers les besoins de la population et des productrices et producteurs suisses. Le commerce international est ici une partie du système, mais pas son but premier. Par conséquent, les subventions à l'exportation doivent être supprimées, car elles conduisent à un dumping des prix dans d'autres pays. Pour les denrées alimentaires importées, l'initiative prévoit des droits de douane et une régulation des volumes d'importation qui protègent la production locale, écologique et sociale. Les importations problématiques d'aliments pour les animaux sont également comprises dans la réglementation. Les échanges commerciaux directs entre paysans et consommateurs, les structures de commercialisation régionales ainsi que les organisations paysannes doivent être soutenus par la Confédération. La position envers les plantes et les animaux génétiquement modifiés est aussi très claire : ils doivent être interdits.

La récolte de signatures se poursuit jusqu'en mars 2016. Début septembre, 60 000 signatures avaient été récoltées.

Fabio Leippert

- www.fair-food.ch
- www.souverainete-alimentaire.ch



L'Agenda 2030 nous concerne tous

Sur la scène internationale, les Etats membres de l'ONU ont récemment adopté les Objectifs de développement durable, dont celui d'éliminer la faim et la pauvreté d'ici à 2030. Un but pour lequel SWISSAID s'engage activement.

L'année 2015 demeurera une date importante dans l'histoire. En effet, après trois années de débats et de consultations, l'Assemblée générale de l'ONU a adopté en septembre 2015 les Objectifs de développement durables (ODD). La Suisse a participé activement aux débats sur les 17 objectifs et 169 cibles. Tout comme le secteur privé et les universités, les œuvres d'entraide – dont SWISSAID – ont pu contribuer à définir la position suisse.

Visionnaires et complets dans leur exigence de durabilité, les objectifs accordent le même poids aux aspects sociaux, à l'environnement et à l'économie. Ils sont cependant si nombreux qu'ils risquent d'être mis en œuvre de façon aléatoire, d'autant que l'engagement des Etats repose sur une base volontaire. Par ailleurs, les

objectifs sont très complexes. Mais après tout, notre monde interconnecté l'est également.

Comment l'Agenda 2030 sera-t-il financé ?

La principale inconnue reste le financement de cet Agenda ambitieux. Bien qu'une conférence ait eu lieu sur le sujet en juillet à Addis Abeba, il manque encore des engagements financiers concrets. En Suisse, les Objectifs du millénaire pour le développement avaient fixé à 2015 l'échéance pour remplir l'exigence de consacrer 0,7% du produit intérieur brut à la coopération au développement. Or la Suisse avait décidé d'investir 0,5% du PIB dans l'aide au développement jusqu'en 2015, sans mettre en œuvre d'augmentations supplémentaires. L'exigence de 0,7% subsiste, mais aucun horizon temporel n'est mentionné.

SWISSAID apportera sa contribution

Les deux premiers ODD visent à éliminer la pauvreté et la faim sous toutes leurs formes. Des objectifs que SWISSAID poursuit également en favorisant l'agriculture durable. Ces premiers ODD sont liés à l'objectif 12 (établir des modes de consommation et de production respon-

sables), à l'objectif 13 (prendre des mesures pour lutter contre le changement climatique) ainsi qu'à l'objectif 15 (préservé les écosystèmes comme les forêts). Quant à l'objectif 6 – garantir l'accès à l'eau potable – SWISSAID y contribuera aussi activement.

Dans nos activités, nous favorisons en outre l'égalité entre les sexes et nous mobilisons pour l'avènement de sociétés pacifiques (objectifs 5 et 16), qui garantissent à tous un accès à la justice. Nous partageons aussi l'objectif 10 qui est de réduire les inégalités au sein d'une société.

Nous apporterons tous notre contribution

L'Agenda 2030 concerne non seulement les pays en développement, mais aussi tous les autres Etats, y compris la Suisse. Celle-ci devra axer sa stratégie en matière de durabilité sur les ODD et nous devons tous apporter notre contribution à un développement mondial durable et équitable sur le plan social. En politique, cela nous obligera à veiller encore plus à ce que les actes que nous posons ne nuisent pas aux populations les plus pauvres dans les pays en développement.

Caroline Morel



Agir pour un monde plus juste au-delà de son vivant : grâce à un legs ou à une donation en faveur de SWISSAID, vous pouvez faire preuve de solidarité dans vos dernières volontés. Et permettre aux plus pauvres d'améliorer leur existence et d'avoir des perspectives d'avenir.

Un legs à une organisation d'utilité publique est une forme très particulière de don. Il vous permet d'envoyer un signal fort à la jeune génération et d'exprimer ce qui vous tient à cœur, en toute transparence pour vous-même

et pour vos proches. Il reste qu'établir son propre testament n'est pas une chose facile. C'est pourquoi, si vous le souhaitez, nous restons à votre disposition pour vous accompagner sur ce chemin.

Notre brochure sur les testaments fournit des informations les plus claires possibles et qui peuvent s'avérer utiles. Vous pouvez la commander gratuitement au moyen du talon ci-dessous, par téléphone au 021 620 69 70 ou par courriel (a.etter@swissaid.ch). Notre responsable des legs, Amandine Etter, traitera votre demande en toute discrétion et se tient à votre disposition pour répondre à vos questions.



Talon de commande

Veillez m'envoyer gratuitement la brochure de SWISSAID sur les testaments.

Je souhaite obtenir des clarifications de vive voix, veuillez me contacter par téléphone.



Nom	Prénom
Rue/n°	NPA/lieu
Courriel	Téléphone
Date	Signature

Talon à renvoyer à: SWISSAID, Rue de Genève 52, 1004 Lausanne.



SWISSAID au festival Filmar en América Latina

Riche programme que celui du festival Filmar en América Latina qui se tient du 13 au 29 novembre 2015 dans plusieurs villes de Suisse romande et de France voisine.

L'association SWISSAID Genève s'associe à la projection de l'excellent documentaire «Algún día es mañana». Ce film témoigne du rude combat de la petite communauté paysanne de Las Pavas, en Colombie, contre l'expulsion de ses terres au profit de l'agro-industrie du palmier à huile. SWISSAID avait soutenu le combat de cette communauté en 2009 et 2011. La projection aura lieu le lundi 16 novembre à 18h45 au Fonction Cinéma du Grütli, à Genève.

A l'issue du film, une discussion entre le public, Carlo Sommaruga – membre de l'Association SWISSAID Genève – et le réalisateur Ricardo Torres permettra d'approfondir encore la réflexion.

www.swissaid.ch/fr/filmar-2015

La brocante de Christoph Hochstrasser regorge d'objets de tous horizons, à partir desquels on peut s'imaginer de nombreuses histoires.



« Les dons amélioreront peut-être mon karma »

L'entrepreneur indépendant Christoph Hochstrasser ne pense pas qu'il va changer le monde. Mais trouve important de permettre à des gens moins favorisés d'avoir une vie meilleure, en soutenant généreusement des projets de SWISSAID.

« Je suis doué pour gagner de l'argent, c'est un don, déclare Christoph Hochstrasser. Alors il est normal d'en donner un peu. » C'est par ces quelques mots que l'entrepreneur, propriétaire d'une brocante dans le canton de Zurich, explique son généreux engagement en faveur de personnes défavorisées dans les pays du Sud. Ces dernières années, il a financé un projet de promotion des femmes au Nicaragua et un projet d'approvisionnement en eau au Niger, pays sahélien. Actuellement, il lutte contre l'excision des filles en Guinée-Bissau, en Afrique de l'Ouest.

S'il a travaillé dur pour réussir, Christoph Hochstrasser a toujours eu le sens des affaires. Tout jeune déjà, il avait pris

l'habitude de marchander tout ce qu'il achetait, pour le plaisir. Et lorsqu'il a interrompu prématurément ses études secondaires, le conseiller en orientation professionnelle lui a prédit un avenir de « directeur de grand magasin ». « C'est ce que je suis devenu en quelque sorte, déclare-t-il en souriant. Quand je repère une affaire quelque part, cela m'attire. » C'est ainsi qu'il a débuté sa deuxième activité: la location de véhicules de livraison.

Les objets ont une âme

A Au/Wädenswil, dans le canton de Zurich, son magasin de brocante abrite un foisonnement d'objets hétéroclites. Ce père de famille de 52 ans reçoit SWISSAID au deuxième étage de son incroyable royaume constitué pêle-mêle d'une déesse asiatique, de chérubins de Noël, de vieilles armoires patinées par les ans, de bouteilles de vin, de tableaux d'artistes plus ou moins renommés.

Christoph Hochstrasser se saisit d'une paire de vieux gants de boxe en cuir, qu'il apprécie particulièrement. « On peut s'imaginer toute une histoire

« Nous vivons ici dans une grande prospérité. »

sur ce que ces gants ont vécu », pense l'entrepreneur, qui s'entraîne lui-même deux fois par semaine au club de boxe local. « Les objets utilisés racontent tous quelque chose, et ont presque une âme pour moi. »

« Je prends tout ! », s'exclame-t-il. Lorsqu'il s'agit de vider des logements, il tient à faire lui-même le tri, malgré ses 30 ans de métier et le fait qu'il emploie cinq personnes. Avec les artistes, il pratique volontiers le troc. Et parce qu'il ne vend rien ni en ligne ni à d'autres brocanteurs, l'offre de sa boutique est intéressante et variée.

Donateur par mauvaise conscience

Lui-même se décrit comme une « personne tout à fait ordinaire », qui part à l'aventure lors de randonnées à vélo, encourage régulièrement le FC Zurich au stade du Letzigrund, et se rend avec plaisir à des concerts et à des expositions d'art.

« Je ne crois pas que mes dons changent le monde », reconnaît-il. Mais ils offrent à quelques personnes une vie meilleure. « Cela améliorera peut-être un peu mon karma », plaisante-t-il, car il ne se décrit pas comme religieux. « Nous vivons ici dans une grande prospérité. Alors c'est plutôt la mauvaise conscience qui fait de moi un donateur. »

Pia Wildberger

Plus d'informations sur la brocante à Au/Wädenswil :

www.brockenstube.ch



Un âne pour les familles paysannes démunies

L'âne apporte une aide précieuse dans de nombreuses situations: il transporte les pesants surplus de récoltes au marché, où ils seront vendus. Il permet aussi de sauver des vies lorsqu'il transporte des malades jusqu'au dispensaire. En offrant un âne, vous faites plaisir tant à une famille paysanne pauvre qu'à vos proches à qui vous offrez un cadeau original. Frais de port offerts.

Prix : Fr. 79.–

Vous trouverez des cadeaux de Noël originaux pour grands et petits, ainsi que nos certificats cadeaux, sous www.boutique.swissaid.ch

Les commandes de Noël doivent nous parvenir au plus tard le 21 décembre pour que vous les receviez à temps.

Des livres souvenirs faits main

Un cadeau sans pareil: des calepins dont la couverture est faite à base de restes d'étoffes. Les 50 pages de papier recyclé sont parsemées de pétales de fleurs. Chaque calepin est unique, fabriqué à la main par des artisanes indiennes.

Deux formats disponibles :
Grand (environ A4) : Fr. 29.–
Petit (environ A5) : Fr. 22.–
Les deux pour Fr. 45.–



20 pousses d'orangers

Les orangers constituent une source de revenus pour les petits paysans puisqu'ils poussent vite, ce qui permet de récolter rapidement les premiers fruits. De plus, les racines retiennent la terre fertile et luttent contre l'érosion. Frais de ports offerts.

Prix : Fr. 50.–



Talon

Un âne pour les familles paysannes démunies

Certificat(s) cadeau à Fr. 79.– pour un âne, qui allège grandement le travail d'une famille de petits paysans.

20 pousses d'orangers

Certificat(s) cadeau à Fr. 50.–

Magnifiques livres de souvenirs d'Inde

Grand(s) calepin(s) à Fr. 29.–

Petit(s) calepin(s) à Fr. 22.–

Lot de deux calepins (grand et petit) à Fr. 45.–

Fonds SWISSAID pour le futur

J'aimerais en savoir plus sur les possibilités d'inscrire SWISSAID sur mon testament ou de faire une donation. Merci de me faire parvenir votre brochure sur les legs et donations.

*Les frais de port et d'emballage sont facturés en sus. Une facture détaillée est jointe à l'envoi de la marchandise commandée.



Photos : Hugo Schild

Merci d'utiliser les bulletins de versement pour vos dons, ce qui nous évite des frais. Notez vos remarques sur ce talon, ou envoyez-nous quelques lignes, par courrier ou courriel.

Prière d'affecter mon don

au projet

au pays

au thème

Nom

Prénom

N° de référence

Rue

NPA / Localité

Téléphone

Date de naissance

Courriel

Date

Signature